

EDITO

LETTRE D'INFOS N°65

JANVIER 2025

Plus que jamais, décidons collectivement de notre alimentation !

Est-il encore nécessaire de rappeler le contexte ?

Oui ! Marteler que le système alimentaire actuel est défaillant et que, plus que jamais, nous devons collectivement nous emparer de ce sujet pour construire des alternatives. En 2024, 8 millions de français en insécurité alimentaire, à minima 2 millions de personnes obligées de recourir à l'aide alimentaire pour se nourrir.

L'explosion des cas de diabète et l'obésité qui prend un virage épidémique. Parallèlement, 1/5 des agriculteurs sous le seuil de pauvreté, qui ne parviennent pas à tirer un revenu décent de leur travail, deux fois plus de risque de suicide que pour le reste de la population.

Coté biodiversité et préservation des communs indispensables à la vie, le constat est tout aussi désastreux, comme l'illustre la perte de 30% des oiseaux des champs en 15 ans ou l'abandon de 437 captages d'eau potable en 10 ans en raison des nitrates et pesticides.

Ces constats alarmants s'inscrivent dans un calendrier social tout aussi particulier.

2024 aura été marquée par les mobilisations paysannes démarrées en amont du SIA (Salon International de l'Agriculture) et en parallèle de l'ouverture d'un « dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture » au sein de la Commission européenne, les élections européennes, la « négociation » de la LOA (Loi d'Orientation Agricole), les législatives anticipées, et de manière imminente les élections professionnelles agricoles, puis les municipales à venir en 2026. Autant d'occasions d'ancrer dans la société

les enjeux d'agriculture et d'alimentation et de mobiliser les citoyen·nes pour faire entendre nos voix.

De nombreux chantiers sont à approfondir, avec les paysan·nes, avec les élu·es, avec les structures associatives et militantes.

Par exemple, retrouver des repères sur les prix de l'alimentation et appréhender les différents modèles de chaînes de valeur. Permettre une réelle transparence des prix des denrées alimentaires. Poursuivre les expérimentations de la SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation).

Mieux comprendre pourquoi les 48 milliards d'euros de soutien public pour l'agriculture et l'alimentation sont à réorienter ?

Quels leviers citoyens pour peser sur les décisions politiques, aux échelles locale, nationale et européenne ? Comment imposer une approche par le droit et l'application d'un droit à l'alimentation ? Comment rendre effective l'application de la déclaration des droits des paysans adoptée en 2018 à l'Assemblée générale des Nations Unies ?

Quels rôles pour les Amis·es de la Confédération paysanne dans ce processus ?

Ouvrir des espaces de dialogue, de démocratie et d'intelligence collective pour que l'alimentation soit au cœur des préoccupations du plus grand nombre. La mission est titanesque et nous ne pourrions la porter seuls.

Des ONVAR (Organismes Nationaux à Vocation Agricole et Rurale) alliés sont essentiels pour déployer le dispositif, à l'image des formations que nous proposons avec Terre de Liens IDF et les AMAP IDF ou encore les Semaines de l'agriculture paysanne dans les grandes écoles en lien avec la Confédération paysanne et la FADEAR.

Sensibiliser et donner envie de se

réapproprier des thématiques essentielles qui façonnent et structurent le système alimentaire. En particulier le fonctionnement des institutions européennes et de la Politique Agricole Commune ([voir nos fiches PAC](#)).

Faire le lien avec les paysan·nes en agriculture paysanne par le déploiement des groupes locaux Amis·es et la participation active aux Salons à la ferme et aux fêtes paysannes de la Confédération paysanne.

L'ensemble de ces actions s'inscrivent actuellement dans le cadre d'un projet financé par la Direction générale de l'agriculture de la Commission européenne (DG AGRI) afin de donner un éclairage sur le système agroalimentaire français et européen et donner à chacun les moyens de mieux comprendre et agir.

Autant de thématiques pour nourrir le débat démocratique au sein des commissions et des groupes locaux des Amis·es de la Confédération paysanne.

Un objectif commun : participer à la transformation du système alimentaire pour permettre de répondre au triple enjeu du revenu paysan, de la préservation de la biodiversité et des ressources nécessaires à la vie, et du droit à une alimentation suffisante, choisie, saine et de qualité pour toutes et tous. ■

**Le Conseil d'administration
des Amis·es de la Conf'**



JOURNEES INTER-RÉFÉRENT-ES & CA ÉLARGI

Les 16 et 17 novembre derniers, une trentaine de référentes et référents locaux se sont réunis à Bagnolet pour partager leurs expériences, réfléchir à leurs besoins mais aussi à une stratégie commune pour assurer au mieux le développement de l'association.

Au programme, retours de terrain autour de la campagne ECA (Élections Chambre d'Agriculture), inter-connaissance, élaboration de propositions pour trouver un bon équilibre financier, ou encore, présentation de nouvelles fiches pratiques et de l'outil "Nuage", à disposition maintenant des référents locaux. N'hésitez pas à vous rapprocher de votre référent-e local-e si vous souhaitez en savoir plus sur ces sujets.

En tant que référent-es, elles-ils étaient conviés à rester au Conseil d'administration élargi qui se tenait le dimanche. Nous étions ainsi, pour la

première fois en CA, plus d'une trentaine autour de la table !

Un temps important qui a permis, dans ce contexte de forte croissance récente de l'association, de réfléchir ensemble à comment penser sa structuration à l'avenir : par exemple, comment mieux représenter les dynamiques locales et/ou les impliquer dans la vie de l'association ; comment articuler au mieux dynamiques locales et association nationale.

Dans cette même perspective, 3 groupes de travail sont à l'œuvre au sein du CA : sur la gouvernance, sur l'accompagnement des dynamiques locales, et sur les prises de décisions et leur suivi. Nous vous tiendrons informés de l'avancée de ces travaux, et certains points, parmi les plus engageants, seront sans doute abordés lors de la prochaine AG, les

5 & 6 avril 2025 à Bagnolet.

Enfin, ce CA élargi a été l'occasion de faire un point d'étape sur certaines commissions thématiques, notamment celles autour de la PAC et de la Sécurité sociale de l'alimentation, qui ont pour spécificité d'être des commissions de fond, internes aux Ami-e-s, mais avec plusieurs échelons / niveaux d'implication, puisque nous sommes membres du Collectif Nourrir (sur la PAC), et du Collectif Pour une Sécurité sociale de l'alimentation.

Ces imbrications multiples (notamment avec les collectifs locaux de SSA qui se forment, en lien parfois avec les dynamiques locales des Ami-e-s) posent des questions de positionnement et nous ramènent à la question de la structuration, qui devient donc notre grand chantier du moment !

D'autres commissions thématiques devraient voir le jour dans les mois qui viennent. Un groupe de travail (GT) sur les élections professionnelles ou la création d'une commission thématique « Foncier » ont été évoqués ; un autre GT pourrait aussi se profiler en vue des prochaines élections municipales. Tout cela sera précisé, notamment au vu de ce qui ressortira de vos témoignages via la Consultation que vous avez dû recevoir en tant qu'adhérent-es. A bientôt pour la suite ! ■

DES NOUVELLES DE L'ÉQUIPE SALARIÉE

Cette dernière année a été forte en rebondissements et a constitué une année pivot pour pouvoir accompagner au mieux le développement de l'association.

Nos excuses si vous avez reçu trop peu de nouvelles ces derniers mois. Nous étions très occupés à ne pas rater ce changement d'échelle !

Aujourd'hui, l'équipe salariée s'agrandit :

Candice, qui était en stage avec nous de septembre 2023 à mars 2024, nous a fortement aidés au développement des dynamiques locales et des Semaines de l'agriculture paysanne. C'est avec plaisir que nous la retrouvons maintenant au Conseil d'administration ;

Floriane, qui remplaçait Lucile pendant son congé maternité depuis mars 2024, rejoint maintenant l'équipe comme Animatrice réseau des dynamiques locales ;

Jean-Pierre, chargé de suivi des adhérents et gestion financière et comptable, est toujours au rendez-vous, prenant soin de vos adhésions, dons, et reçus fiscaux (entre autres !)

Lucile, coordinatrice générale, est de retour depuis le mois d'octobre ;

Nous voici donc dans une période en pleine ébullition, que l'on espère porteuse, en cohérence avec le déploiement du moment. On continue !



LA PAROLE AUX DYNAMIQUES LOCALES



HAUTES ALPES

Ces derniers mois, les Ami-e-s de la Conf' sud 05 ont pu organiser 2 soirées "film à la ferme" et faire ainsi de nouveaux adhérents et faire rentrer une somme conséquente de soutien à la Conf' !

Nous étions aussi présents au passage du "Convoi de l'eau" début septembre au lac de Serre ponçon.

A Savines, dans les Hautes Alpes, avant le passage en Italie (sur la photo, mise à l'eau, par Julien Le Guet de Bassines Non merci, du bateau typique du marais poitevin apporté par le convoi... !), l'occasion de faire la connaissance d'un "Ami de la Conf'" venu tout exprès de Besançon ! Présents aussi sur la grande foire bio d'Embrun.

Enfin, nous avons contribué activement à la logistique (repas, hébergement, transport) aux côtés de la Conf' 05 et de "Graine des montagnes", pour accueillir la délégation des rencontres internationales des "semences paysannes", venue 2 jours dans les Hautes Alpes avant le regroupement à Antibes (06)...

Autant de temps d'échanges, de rencontres, de connaissances et émotions partagés ...

Nous sommes maintenant plus d'une douzaine d'adhérents sud 05 régulièrement impliqués dans des actions locales, sur 31 adhérents répertoriés entre Gap et le sud buech (avec 17 nouveaux adhérents cette année !). Nous sommes en tout 48 adhérents dans le 05 - un groupe local « sud » et un « nord » - pour plus d'efficacité ! ■

Beatrix Declé,
référente des Hautes Alpes Sud



PUY DE DÔME

Le samedi 7 décembre, au jardin des plantes de Clermont Ferrand, juste en face du restaurant le pavillon Lecoq, les Ami-e-s de la Confédération paysanne organisaient gratuitement la distribution d'une soupe intitulée « la populaire d'automne ».

Cette populaire a pour but de faire découvrir de nouvelles saveurs élaborées à travers une culture bio, d'anciennes variétés de courges et de potirons.

Nous avons préparé les semis courant avril puis distribué celles-ci à des paysans de la Confédération paysanne. Courant septembre nous avons récolté et réuni nos récoltes. Il ne manquait plus que la confection de la soupe.

Ce sont donc les Restos du cœur de Clermont Ferrand qui se sont proposés par l'intermédiaire de son président de nous cuisiner la populaire.

Pour encadrer l'évènement : Les Ami-e-s de la Confédération paysanne, la Confédération paysanne, l'association Bio 63 et les Restos du cœur. Cette manifestation culinaire avait pour objectif de créer du lien à travers une culture bio et responsable.

Malheureusement annulée pour cause d'intempérie, les près de 600 soupes cuisinées par Philippe, le cuisinier des Restos, et ses équipes, après quatre heures d'épluchage de légumes réalisés par huit personnes, ont été offertes aux Restos du cœur.

Ce fut une belle aventure humaine ! Nous nous réunirons bientôt pour faire le bilan.. ■

Patrick Czachor,
référent pour le Puy de Dôme

GIRONDE

Ces derniers mois, les Ami-e-s de Conf' 33 ont co-organisé avec la Conf' 33 et le cercle de Gascogne la fête paysanne qui s'est déroulée à Aubiac le 24 août.

Un projet en novembre : "la sirène des champs", co-organisé par les Ami-e-s de la Conf' 33 et le Garage Moderne, avec la projection de "La théorie du boxeur", dans le cadre du festival Alimenterre.

Avec comme interventions lors du débat celle de plusieurs paysan·nes notamment Cédric Labarrière, secrétaire de la Conf' 33. L'idée était de réunir et d'échanger entre producteurs et mangeurs/citadins sur la complexité du système agricole et alimentaire et la crise agricole et alimentaire et réfléchir à comment nous pouvons dessiner l'avenir ensemble.

Avant le film, un marché de producteurs et productrices (spécial Conf' 33) fut installé. Nous avons clôturé la soirée en mangeant, en dansant et en écoutant de la musique.

Nous avons lancé l'évènement sur une radio locale située à Bordeaux, "La clé des ondes" pour l'émission "climat de luttes" où des personnes de la Confédération paysanne 33, des agriculteurs et agricultrices et moi étions invité·es, le 14 novembre. L'animatrice radio, Sylvie est par ailleurs venue couvrir l'évènement le jour J.

Nous espérons renouveler la Sirène des champs tous les trimestres, à peu près sur ce format mais sur des thématiques différentes (SSA et démocratie alimentaire). ■

Nora Mc Gregor,
référente des Ami-e-s de la Conf'
paysanne 33



MANCHE

Par un beau matin de novembre, dans un hypermarché de la Manche...

Après que le siège de l'association Manche Nature Environnement à Coutances ait reçu la veille les bennes de fumier et détritiques divers de la Coordination Rurale, la Conf' et ses Ami·e·s s'étaient donné rendez-vous dans l'entrée d'un hypermarché de Saint-Lô pour dresser des tables dignes d'un grand restaurant.

L'objectif était de sensibiliser les consommateurs aux méfaits du libre échange (orchestré par l'agroindustrie et les multinationales, en particulier au travers des accords du Mercosur) pour les paysans et les consommateurs ici et ailleurs dans le monde.

Les clients étaient reçus par des adhérent·es de la Conf' en chemise

Vous vous demandez si une dynamique existe par chez vous ?

Consultez notre page "Réseau" : <https://lesamisdelacnf.org/le-reseau/>

Si aucun groupe n'est constitué dans le département et que vous êtes tentés de rencontrer les Ami·e·s par chez vous, écrivez-nous !

blanche leur proposant un menu alléchant... en apparence.

Car en lisant entre les lignes, au menu figuraient de la viande aux hormones ou produite en laboratoire, des tomates hors sol, des fruits et légumes hors saison etc.

Et lorsque le serveur soulevait la cloche trônant au milieu de la table ... un plat de crottins de cheval sur lequel était placé une figurine de paysan au bout d'une corde, venait chatouiller leurs papilles.

Une nourriture de m.... et la fin des paysans, voilà ce que nous réservait l'agriculture industrielle mondialisée.

Les médias, presse, radio, télévision étaient venus en nombre et ont couvert largement cet événement.

Opération réussie ! Une belle initiative sans dégradation, avec beaucoup de pédagogie et d'humour, unanimement appréciée.

En espérant que ce type d'action aura des répercussions positives dans les urnes (aux Elections aux Chambres d'agriculture) en janvier 2025... ■

**Marie-Hélène Lemoine et François Maunoury,
Les Ami·e·s de la Conf' Manche**



DORDOGNE

Un groupe, des sous-groupes, une asso ! C'est la recette qu'a adoptée la Dordogne pour faire émerger les Ami·e·s.

Après s'être constitués en sous-groupes pour mieux couvrir l'amplitude du département et se retrouver en vrai plus facilement, les Ami·e·s de la Conf' Dordogne ont chaleureusement accueilli notre dernière AG, en avril 2024 !

Depuis, le groupe grandit, s'étoffe, et une asso locale vient de voir le jour, devenant le 8ème groupe constitué en association sur les 68 dynamiques locales actuellement existantes.

Maintenant que les forces vives sont suffisamment nombreuses, il s'agit d'augmenter la visibilité du groupe, et finalement, de faire grossir les rangs au sein des Ami·e·s ! ■



HOMMAGE

Nous avons appris avec regret le décès de Bruno Burdet Burdillon en novembre dernier. Nouvellement adhérent, Bruno s'était porté volontaire pour être référent du groupe local de l'Essonne, et avait à cœur de pouvoir y créer la rencontre, y déployer les forces vives militantes, et ainsi mieux visibiliser la présence des Ami·e·s tant dans le département qu'à l'échelle de l'Île-de-France. Homme énergique et combatif tout au long de sa vie, au grand cœur tourné résolument à gauche, il avait trouvé avec les Ami·e·s de la Conf' et la SSA de nouvelles batailles à mener et de nouveaux ponts à bâtir. Parti paisiblement dans la nuit du 10 novembre à 72 ans, le dernier pont qu'il a emprunté l'a ramené vers sa belle Savoie. Nous souhaitons lui rendre un dernier hommage dans cette lettre et adresser toutes nos pensées envers ses proches et sa famille.

SEMAINES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE



Nouvelle année, nouvelle édition : Toulouse, Lyon, Grenoble, Bordeaux, Montpellier, Dijon, Paris : plus de 50 évènements organisés cette année, avec les étudiants de 11 écoles et universités.

Découvrez le programme !

Ces Semaines sont aussi une occasion de rencontrer les étudiant·es, faire connaître les Ami·e·s et créer du lien.

N'hésitez pas à saisir l'occasion !

MOBILISATIONS CONTRE LE MERCOSUR - SAUVEZ UN·E PAYSAN·NE, MANGEZ UN TRADER !

Jeudi 5 décembre 2024, des paysans et paysannes de la Conf' manifestaient devant le Grand Palais à Paris pour y dénoncer les accords de libre-échange et l'accord UE-Mercosur tout juste signé. Alors qu'ils se dispersaient pacifiquement, 5 d'entre eux ont été violemment interpellés par la Brav-M.

Voilà ce qui se passe quand on s'attaque à la finance et aux multinationales de l'agro-business ; lorsque l'on pointe du doigt ceux-là même qui se gavent sur le dos des paysan·nes.

Samedi 7 décembre matin, les Ami·e·s de la Conf' étaient présents dans plusieurs villes pour manifester leur soutien aux paysan·nes, notamment à 2 d'entre eux, déférés au tribunal de Paris (TGI). Parmi les témoignages :

En Savoie : 150 personnes et des agriculteurs de Savoie, Haute Savoie, Isère se sont retrouvés à Chambéry. 2h de rassemblement sous une pluie battante avec plusieurs interventions de soutien.

En Indre-et-Loire, une lettre ouverte des Ami·e·s de la Conf' 37 adressée à leurs députés, que nous pouvons adapter et répliquer dans tous les départements. Pour cela, rapprochez-vous de votre référent·e local·e.

Suite à cette mobilisation, les deux paysans ont évité la comparution immédiate. Rendez-vous au procès !

D'ici là, partout en France, interpellons nos députés !

”Nous, citoyennes et citoyens, exigeons que notre société prenne soin de celles et ceux qui nous nourrissent et protègent notre terre. Aussi nous vous remercions de soutenir ouvertement ces paysans.

Nous vous demandons de dénoncer publiquement la criminalisation des syndicalistes, des écologistes et les violences policières associées à cette criminalisation, ainsi que le manque de revenus des paysans pénalisés par les accords de libre-échange, auquel celui du Mercosur contribue.”

Vous pouvez relayer largement l'appel signé du national. Via [notre site](#), sur [facebook](#), [bluesky](#) et [instagram](#), et en interpellant directement vos députés par ce courrier.

APPEL A SOUTIEN

Cyclone Chido, drame à Mayotte : Solidarité pour faire face à l'urgence et pour relancer l'agriculture :

<https://lesamisdelaconf.org/2024/12/18/appele-a-soutien-cyclone-chido-drame-a-mayotte-solidarite-pour-faire-face-a-lurgence-et-pour-relancer-lagriculture/>

FORMATIONS

Le catalogue 2025 est prêt ! Toutes les infos sont maintenant disponibles sur notre site : <https://lesamisdelaconf.org/2024/11/20/formations-2025/>

**ADIEU X,
BONJOUR BLUESKY,
MASTODON &
LINKEDIN !**

Rendez-vous en p 11 !
Sur Bluesky !
Mastodon
Et LinkedIn



Les élections chambres d'agriculture sont en cours !

Soutien logistique, actions de communication, vérification des listes, réalisation de tracts dans la Manche, vente de calendriers paysans dans les Deux-Sèvres, porte à porte en Ille-et-Vilaine, visites de fermes en Indre-et-Loire...

Les Ami-e-s de la Conf' ont de multiples manières prêté main forte durant cette campagne. En parallèle, nous avons publié un guide destiné aux Ami-e-s de la Conf' et d'après le Secrétariat national de la Conf', cela semble avoir porté ses fruits : 92 listes déposées, et beaucoup de listes sur le collège 2 des propriétaires et sur le collège 4 des retraités / anciens.



Comment soutenir la Confédération paysanne dans cette campagne 2025 ?

Les Ami-e-s de la Conf' ont créé en mai 2024 un groupe de travail ad hoc, où l'idée était de réfléchir, avec la Conf', aux rôles que pourraient jouer les Ami-e-s dans ces élections professionnelles tant à l'échelle nationale que locale.

Un travail conjoint entre salariés du syndicat national, des Ami-e-s et administrateur-rices des Ami-e-s a permis d'élaborer et de diffuser en septembre un guide à nos adhérent-es et de manière plus large. Ce guide rappelle les enjeux des élections professionnelles agricoles et détaille des actions possibles à mettre en œuvre en tant que citoyen-ne non-paysan-ne : être candidat-e pour le collège 2 des propriétaires fonciers et usufruitiers, réaliser des vidéos, photos pour sa Conf', apporter une aide logistique (collages d'affiches, distribution de Campagnes solidaires, etc) ou encore appuyer les campagnes de dons des comités départementaux.

Nous avons veillé à respecter le caractère « professionnel » de ces élections, tout en soutenant la Conf' en tant que citoyen-nes engagé-es sur les questions agricoles et alimentaires.

En novembre 2024, nos adhérent-es ont aussi pu monter en compétences sur ce sujet éminemment important grâce à une formation ayant accueilli

80 participant-es. Yannick Becker, co-porte parole de la Conf' des Alpes-de-Haute-Provence et Jean-Philippe Martin, historien de la gauche paysanne et auteur de plusieurs ouvrages sur la Confédération paysanne, ont permis d'approfondir les enjeux des élections, leur déroulé, tout en inscrivant ces échéances capitales dans un historique sur l'origine de la Confédération paysanne. Cela a aussi été l'occasion de revenir sur l'actualité agricole, avec les événements de début d'année et la reprise actuelle des manifestations. A l'échelle locale, les Ami-e-s de la Conf' ont soutenu leur Conf' par le biais de différentes actions.

Dans les départements « bastions de la CR », l'implication de citoyen-nes dans cette campagne était nécessaire pour tenter de limiter la progression de la CR (Coordination Rurale). C'est le cas du Lot-et-Garonne. Les Ami-e-s du 47 ont par exemple distribué des tracts « Pourquoi voter » à des paysan-nes lors de foires bio et autres événements. Début décembre, des bénévoles du groupe local 47 ont réitéré ces actions à la demande de la Conf'.

En Haute-Vienne, des citoyen-nes se sont aussi mobilisé-es pour soutenir la Conf' et un groupe local devrait voir le jour sous peu, afin de pérenniser les liens créés.

Dans les départements avec majorité FDSEA-JA, les Ami-e-s se sont aussi mobilisé-es dans l'espoir de voir progresser la Conf'.

En Gironde, le groupe local des Ami-e-s, constitué depuis l'année dernière, a mené des actions de sensibilisation du grand public en période de pré-campagne. Dans le cadre du festival Alimentterre, le film la Théorie du boxeur de Nathanaël Coste a été projeté et un marché de producteur-rices a été installé dans une ambiance conviviale et festive, tout en permettant d'aborder les sujets et actions à mettre en œuvre

dans ce contexte électoral.

Dans le Morbihan, les Ami-e-s se sont rapproché-es de la Conf' dès le printemps 2024 et ont suivi les réunions « élections » du comité départemental. Des réunions régulières Conf' / Ami-e-s ont permis de faire remonter les besoins des paysan-nes.

Les Ami-e-s ont ainsi apporté un soutien financier, administratif et logistique. Ils et elles ont collecté des fonds pour la campagne, compilé des données sur excel ou encore ont pu participer à la vérification des listes provisoires d'électeurs.

Le groupe local a aussi aidé la Conf' lors d'événements à destination des adhérent-es de la Conf', lors de campagnes de porte-à-porte ou sur des missions de communication.

Ces élections ont donc contribué au renforcement des liens entre les Ami-e-s du Morbihan et la Conf' 56' !

Nous attendons avec impatience les résultats de ces élections, mais quelque soit l'issue, ces campagnes auront permis dans de nombreux départements de renforcer les liens entre les Ami-e-s et les paysan-nes de la Conf'.

Cela permet, dans tous les cas, de créer un contre-pouvoir essentiel et de plus en plus important dans les instances agricoles.

Par ailleurs, un groupe de travail à l'échelle nationale mériterait d'être créé pour promouvoir ensemble l'intégration des citoyen-nes dans ces chambres consulaires et pour plaider pour des règles de fonctionnement plus justes pour ces élections. ■

**Auriane Meiller & Lucien Rayot,
administrateurs et Floriane Navard,
Animatrice Réseau dynamiques locales**

ÉLECTIONS CHAMBRE D'AGRICULTURE : IMPLICATION DES CITOYENNES ET CITOYENS DANS LE DÉPARTEMENT

En Indre-et-Loire, les Ami-e-s de la Confédération paysanne sont associés aux événements de la Confédération, aussi c'est tout naturellement que nous avons répondu à une action d'information dans le cadre des élections professionnelles de la Chambre d'agriculture, qui se déroulent en cette fin janvier 2025.

La Conf' 37 a proposé aux Ami-e-s et à un réseau de citoyens de rencontrer les paysans sur leur ferme. Ainsi nous sommes partis sur les routes du département avec chacun une dizaine de fermes à visiter. Il y aurait 3 000 fermes à contacter !

L'enjeu pour la Conf' 37 est de doubler le nombre de sièges à la Chambre, passer de 1 à 2 au minimum, afin d'avoir plus de moyens financiers et de poids politique pour porter les valeurs de l'agriculture paysanne.

Concrètement, une centaine de personnes sont allées à la rencontre des paysan-nes à quatre reprises afin de leur remettre les textes élaborés par la Conf' 37. Ceux-ci abordent le revenu agricole, l'installation/transmission, l'eau et le foncier, la place des femmes et le syndicalisme.

Nous avons le souhait de les remettre en main propre pour pouvoir échanger, sinon nous les déposons dans les boîtes aux lettres.

L'ADEAR 37 et la Conf' 37 nous prodiguent avant de nous lancer des conseils et recommandations et nous échangeons régulièrement avant les tournées.

A l'issue de celles-ci, nous leur rendons compte. Beaucoup de visites ont été faites en binôme pour soutien et complémentarité.

Sur un même territoire, nous avons constaté la grande diversité des fermes, des agriculteurs et agricultrices vivant dans un somptueux manoir moyenâgeux à l'éleveur de chèvres qui fournit le lait à une fromagerie locale ; du grand céréalier au viticulteur, tous ont cependant en commun d'être difficiles à rencontrer à cause de leur travaux perpétuels.

Nous avons toujours été bien accueillis, même par des agriculteurs adhérents d'autres syndicats, avec respect et intérêt pour notre démarche. Ils et elles ont exprimé leur détresse concernant les conditions de vie, de travail et leur inquiétude au sujet de la transmission.

Par exemple ce « jeune géant » en grande culture, a priori adhérent FNSEA, mais qui au fil de la discussion commençait à partager ses difficultés de l'année (et elles sont nombreuses !) et qui certainement regardera avec intérêt les textes que

nous lui avons laissé sur le revenu et la transmission.

Il y a eu aussi la rencontre avec ce retraité, qui nous a raconté son parcours incroyable, parti de presque rien et qui aujourd'hui laisse plusieurs centaines d'ha à son repreneur, fier de son travail, connaissant tous les autres acteurs sur le secteur, et pas totalement réfractaire aux valeurs de la Confédération paysanne !

Nous nous reverrons, c'est certain ; mais nous avons dû abrégé l'échange, nous aurions pu y passer la journée...

Cette démarche nous a intéressés en tant que citoyen-nes actifs et préoccupé-es du maintien d'une agriculture paysanne, pratiquée par des paysan-nes qui gagnent leur vie et restent en bonne santé, attaché-es à la qualité des sols et des paysages, à une alimentation saine pour tous-tes.

Les élections ne sont qu'une occasion, nous pouvons maintenir ce premier contact et continuer à retisser ces liens essentiels avec les acteurs de nos territoires. ■

Béatrice Rabot, Dominique Damour & Jean-Manuel Bluet, pour Les Ami-e-s de l'Indre-et-Loire

BERNARD LAMBERT : UN HERITAGE

#Nantes2024

Au titre du cycle d'événements « Bernard Lambert, Hier et Aujourd'hui », les Ami-e-s ont participé à l'organisation du Colloque de Nantes le 12 Octobre dernier.

Non seulement dans notre volonté d'être aux côtés des acteurs de l'agriculture paysanne, mais aussi de par les jonctions que Bernard Lambert et ses contemporains auront fait en sorte de créer au-delà des actifs agricoles. Nous avons été plusieurs Ami-e-s de différents départements à participer.

Une semaine après l'évènement phare organisé dans le Var pour les 40 ans de la FADEAR, où les Ami-e-s étaient impliqués, la Loire-Atlantique

accueillait un rassemblement qui était lui aussi attendu dans nos réseaux de l'Agriculture paysanne.

En Mai 1984 était constituée la Fédération des Associations de Développement de l'Emploi Agricole et Rural – FADEAR -, cela très peu de temps hélas avant la perte tragique de Bernard Lambert, qui aura été particulièrement moteur dans la synthèse syndicale qui aboutit à fonder la Confédération paysanne en 1987.

Une année de rappels historiques, de partage de mémoires et de confirmation de nos perspectives.

Une tournée de rediffusion du film Paysan Rebelle (un portrait de



Bernard Lambert), avec la présence de son réalisateur Christian Rouault, s'est déroulée jusqu'à la fin d'année 2024 dans nombre de salles, partout en France.

Une autre équipe de film documentaire - mobilisant les créateurs de "Tu nourriras le monde" (souvent évoqué et revu en cet hiver 2024 de colères agricoles) et une nouvelle personne -, a effectué des entretiens, des prises de vues et de sons lors de cette journée du 12 octobre et des évènements associés.

Parmi les témoignages nombreux, notamment par les voix de la famille de Bernard Lambert, de ses collègues, camarades, ou encore de ses anciens salariés installés puis eux-mêmes syndiqués, mais aussi avec humilité, par ses successeurs ; et jusqu'aux plus jeunes d'entre nous, nous poursuivons le chemin de ces engagements forts en défense des communs et du projet de société de l'agriculture paysanne.

Chacun partageant à son gré ce qu'il retient d'humaniste, d'affectif, ou de politique.

La ligne directrice voulue par les organisateurs et organisatrices était de dépasser les évocations de plan social touchant les actifs agricoles. D'élargir cette lutte des classes figurant dans le titre de l'œuvre de Bernard Lambert ("Paysans dans la lutte des classes") et cette synthèse des courants paysans qui ont irrigué son propre parcours et ses réflexions.

• **Sur le volet international**, le fait d'avoir été appelé en Algérie lors de sa guerre d'indépendance l'aura convaincu que les destins des peuples sont communs face au capitalisme, à l'impérialisme, ou à l'extrême droite. Courant dont il affrontera directement les tentatives d'agression au sein même de l'hémicycle, après une prise de parole en soutien à l'autodétermination algérienne.

• **Sur le volet du Droit**, les luttes qui ont cours aujourd'hui (dont les réseaux de reprise en main, de ravitaillement, de greniers) faisaient explicitement écho aux proximités qui se font avec la société civile. Précisant les amitiés nouées avec Henri Leclerc, engagé il y a peu

encore au sein de la Ligue des Droits de l'Homme, et disparu en 2024.

Les temps d'ateliers, durant lesquels il fallait pousser les murs pour que tout le monde puisse participer :

- Productivisme & politiques publiques
- Foncier (installation, transmission) ;
- Statut des travailleurs paysans ;
- Convergences et perspectives : les principales références ont été autour de l'Alliance Plus Jamais ça (PJC, dont la Conf' depuis 2019), le réseau de solidarité notoirement paysan A4, la création de la Via Campesina en 1993, la création d'ATTAC en 1998. Mais aussi la progression récente des rapports entre la Conf' et les autres centrales syndicales, avec un nouveau jalon posé le 16 octobre dernier (et justement date internationale de la Souveraineté Alimentaire) avec une conférence de presse intersyndicale sur le thème "Bien produire, Bien manger, Bien vivre".

Outre la Conf', fondatrice, il y a deux autres syndicats (de branche) qui participent actuellement au Collectif pour une SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation*), dont l'un était visible en tribune le 16 octobre : le SNETAP-FSU (enseignement agricole public).

Les alliances principales trouvent leur évidence dans la compréhension des adversités communes, et elles deviennent plus nombreuses et plus puissantes avec les résurgences de pollutions, profitations, et répressions. La Confédération paysanne est elle-même issue d'une convergence, sachant qu'il a fallu se positionner en opposition au mythe de l'unité paysanne, en éclairant à quels endroits la bourgeoisie paysanne préférerait épuiser les plus humbles de ses homologues, et assumait de faire sécession d'avec ses voisins et d'avec la démocratie si possible.

De nouvelles références ont été faites : en lien avec l'expérience aboutie du Larzac, au sein de la SCTL - Société Civile des Terres du Larzac- et celle de Notre-Dame-des-Landes (encore sensible par endroits, voyant comment les autorités ont manœuvré pour diviser ses composantes après l'abandon de l'aéroport).

Dans l'état actuel, nos alternatives ne faisant pas système, il s'agit d'aller

au-delà, d'abord en les conjuguant. Que chaque plaidoyer, chaque revendication, monte en affirmation et en puissance, accompagnées d'actes.

Toutes les stratégies possibles doivent être reconnues et envisagées. Le mouvement social qui en résultera devra tout à la fois employer les voies institutionnelles, tout en garantissant un soutien et une protection aux plus engagé-es d'entre nous, dont les prises de risques sont au service des mêmes finalités. Et réciproquement, du respect aux acteurs et actrices contribuant à cette solidarité, quelque soit leur position ou implication exacte.

Lors du séminaire InPACT de Janvier 2024, parmi les 70 personnes présentes, venues de presque toutes les régions, militant-es comme salarié-es, c'était plus de la moitié d'entre nous qui s'était mobilisée en 2023 lors de la manifestation de Ste-Soline, qui devait sillonner la plaine et revenir au camp de base, avant que ces 30.000 personnes ne soient ciblées comme on s'en souvient.

Cela aura été un indicateur significatif d'un engagement qui ne devait pas être une prise de risque.

Si certaines entités, personnes morales, ont leur mission dans la formation, l'accompagnement, le développement de l'agriculture paysanne, les pressions venant des idéologies d'extrême droite, de la marchandisation et la destruction des communs, nous amènent à reconnaître des actions complémentaires.

Quelles stratégies pour avancer vers la transformation sociale souhaitable pour toutes et tous, quelles stratégies dans les rapports de force ? Essaimage et conviction les plus larges.

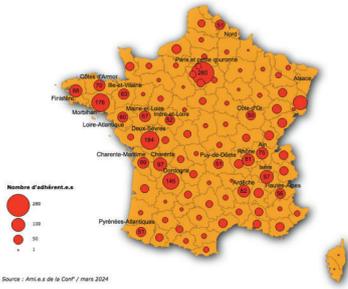
Bienvenue aux adhérent-es récent-es des Ami-e-s de la Conf', le programme des 20 ans sur le Larzac à l'été 2023 reste d'une teneur magistrale, pleinement cohérent avec ce colloque.

*** Retrouvez les actes du Stage SSA des Ami-e-s, début octobre 2023, en nous écrivant ! ■**

**Antoine Gaillard,
Ami des Hauts de France**

ET L'AVENIR ?

Répartition des 3 600 adhérentes et adhérents des Ami.e.s de la Conf'



Mobilisations pour le partage de l'eau, colères paysannes pour un juste revenu, vous avez été nombreux et nombreuses à vous reconnaître dans ces luttes et à vouloir apporter votre soutien en rejoignant Les Ami.e-s de la Conf'. Nous vous en remercions !

Depuis 1 an et demi, notre association est en plein essor. Nous sommes ainsi

passés :

De 1500 à plus de 3700 adhérents aujourd'hui,

De 30 à près de 70 dynamiques locales.

Et nous espérons bien poursuivre sur cette lancée. Si chacun-e fait adhérer 5 personnes cette année, nous pourrions être 20 000 ! Vous nous y aidez ?

RELATIONS HUMAIN - ANIMAL

Quel est le rôle des Ami.e-s en soutien à la Confédération paysanne dans les relations humain-animal ?

Les politiques publiques et les citoyen-nés sont de plus en plus préoccupés par la bientraitance animale.

Avec une prise de conscience croissante des droits des animaux dans la société, les citoyen-nés ont un rôle crucial dans la promotion et la préservation de leur bien-être. La France a intégré la notion de bien-être animal dans son Code rural en 2015, ce qui représente une avancée majeure dans la protection des droits des animaux.

De nombreux acteurs du secteur doivent ainsi ajuster leurs méthodes en réponse à la demande croissante pour des produits provenant de l'agriculture biologique ou d'élevages respectueux du bien-être animal. De nombreuses formes existent : pastoralisme, transhumance, polyculture-élevage, élevage paysan.

La Confédération paysanne défend une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux, ce que vous saviez déjà. Cependant, la bientraitance envers les animaux ne se limite pas à une obligation légale ! Il s'agit d'un concept éthique essentiel. Il est nécessaire d'élever les animaux dans des conditions qui leur permettent de s'exprimer pleinement selon une approche éthologique, de cohabiter harmonieusement avec leur milieu. Cela englobe des méthodes d'élevage qui encouragent la vie en plein air, des espaces de vie

appropriés et une alimentation saine. Face aux enjeux climatiques, l'agriculture paysanne est une solution.

La Confédération paysanne promeut des réformes visant à améliorer la bientraitance des animaux d'élevage. Cela passe par des exigences plus strictes en matière de conditions d'élevage, de transport et d'abattage. Nous, Ami.e-s de la Confédération paysanne, devons prendre position, accompagner aux changements, qui pour beaucoup d'entre nous se font à la vitesse de « Flash » dans Zootopie.

En effet, le passage à des pratiques d'élevage plus éthiques demande des investissements considérables, et il est primordial que les paysans et paysannes bénéficient de l'assistance nécessaire pour accomplir ces modifications.

Cette révolution ne se fera pas seulement grâce à des subventions, des ressources financières accrues. Mais grâce à une nouvelle dynamique dans notre engagement citoyen associée à un plaidoyer fort garantissant l'accès de toutes et tous à des produits issus de l'élevage paysan.

« Il est difficile de penser des pratiques qui se pratiquent sans se penser », affirme Christian Gilioli, philosophe en éthique médicale et spécialiste de la bientraitance dans son domaine. A plusieurs égards ce mantra nous apostrophe. En raison de l'évolution des pratiques paysannes, il est nécessaire pour tous les acteurs de se réinterroger en permanence.

La volonté des adhérent-es de notre association est de mieux comprendre

ce sujet, en se formant à travers différentes lectures, rencontres. Nous devons être en capacité de rentrer dans ces débats sans controverses, sans polémiques. Nous devons agir en faveur d'une discussion, pour construire un espace de réflexion commun.

Oui l'élevage est une condition sine qua non d'une agriculture paysanne ! Les acteurs sociaux que nous composons vont devoir faire preuve de réflexivité.

C'est-à-dire une compétence critique à trouver une solution, face aux fermes usines, aux mouvements antispécistes, qui soutiennent la suppression de l'élevage et toutes formes d'utilisation de l'animal.

Laurent Pinatel ancien porte-parole national de la Confédération paysanne écrivait : « Le lien aux animaux est évidemment un lien fort qui unit le paysan ou la paysanne à son troupeau. C'est un tout, un ensemble équilibrant qui crée une symbiose totale entre l'Humain, l'animal et l'espace naturel. » Il faut défendre ce triptyque dans notre compagnonnage aux côtés des paysans et paysannes, faire évoluer les mentalités et à favoriser une évolution positive. ■

**Nicolas Naveau,
administrateur & référent de la
commission Humain - animal**

Tous les 10 ans, Eurostat publie des statistiques sur la structure des exploitations agricoles de l'Union européenne.

Ce fut le cas le 7 janvier dernier, avec des données de 2020. Il faudra donc attendre 2030 pour les prochaines données. En revanche, tous les ans, voire tous les mois, la Direction générale de l'agriculture de la Commission européenne (DG AGRI) nous détaille les volumes de production par secteur, les exportations, importations, balances commerciales, ... La logique néolibérale de la PAC s'intéresse plus au produit qu'au producteur.

Et pourtant, à la lecture des chiffres de disparition rapide des exploitations dans l'Union européenne et en France, nos instances européennes et nationales pourraient déclarer l'état d'urgence.

En effet le recul est impressionnant et la structure de la pyramide des âges en agriculture n'augure, à politique constante, rien de bon : 58% des agriculteurs de l'UE ont plus de 55 ans, avec seulement 6.5% en-dessous de 35 ans.

En France depuis 2015, pour 20.000 cessations d'activité, seulement 14.000 personnes s'installent chaque année. 43% des exploitants sont âgés de plus de 55 ans. En parallèle, le recours au salariat et l'externalisation des tâches se développent sur des exploitations de plus en plus grandes.

Parmi les nombreux facteurs qui concourent à cette situation, La Politique agricole commune (PAC) n'y est pas pour rien.

Dès le début, dans les années 60, la PAC a aligné les prix agricoles, certes garantis, sur les plus bas coûts de production européens, favorisant le productivisme qui remplace le travail par des machines, du pétrole et des pesticides, provoquant l'exode paysan vers les villes et l'agrandissement des exploitations.

Plus tard, à partir de 1992, la PAC a cessé de garantir les prix pour les aligner cette fois sur les prix mondiaux, et versé des aides directes compensatoires par hectare (70% du budget de la PAC) : un cocktail puissant pour favoriser l'agrandissement des exploitations, augmenter le prix de la terre et déstabiliser les prix agricoles, décidés à la bourse de Chicago pour les céréales et à Auckland (NZ) pour le lait.

Rien de mieux pour rendre les installations plus difficiles et pour démotiver les jeunes générations à s'engager dans un métier dont le revenu est aléatoire.

Néanmoins, la PAC essaie de corriger ces défauts par 2 types de financement : un complément à l'aide par ha attribué aux jeunes agriculteurs, financé entièrement par le budget de la PAC, et une aide forfaitaire à l'installation, cofinancée par la PAC et l'État membre.

Mais ces financements sont peu significatifs par rapport au budget de la PAC, plus orienté vers les grandes exploitations : 20% des agriculteurs européens cultivent 83% des terres agricoles et reçoivent 81% des aides de la PAC.

La concentration des terres et des aides est un peu plus faible en France : 20% des agriculteurs français cultivent 52% des terres agricoles et reçoivent 35% des aides européennes.

Cette PAC n'est bien sûr pas celle que propose la Confédération paysanne, qui souhaite non seulement inverser la tendance à la disparition des exploitations, mais augmenter le nombre de paysannes et d'exploitations.

Pour cela, il faut, entre autres, un revenu agricole suffisamment attractif, grâce à une régulation des marchés, des droits de douane européens quand nécessaire, des aides aux modes de production agro-écologiques, l'abandon des aides à l'hectare, le plafonnement par actif de

toutes les aides.

Le 19 février prochain, le nouveau Commissaire européen à l'agriculture, Christophe Hansen, dévoilera les orientations de la Commission européenne pour la future PAC 2028 - 2032. Saura-t-il mesurer à sa juste hauteur l'enjeu du renouvellement des générations et des installations paysannes ? ■

Gérard Choplin,
membre de la commission PAC des
Ami-e-s de la Conf' et du Collectif
Nourrir

Mieux comprendre le lien entre la PAC et nos quotidiens, c'est l'objectif de notre série de 4 pages "La PAC dans mon assiette".

Le dernier de cette série "Renouvellement des générations et installations paysannes : un enjeu vital !" vient de paraître.

Disponible en **version WEB** et bientôt **PAPIER à Bagnolet (à commander via notre catalogue).**

FICHE PAC • 11/2024
LA PAC DANS NOTRE ASSIETTE

RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS ET INSTALLATIONS PAYSANNES : UN ENJEU VITAL !

On l'entend de plus en plus souvent (et pour cause nous y sommes presque !) : d'ici 2030, un quart des agriculteurs et agricultrices partiront à la retraite. Alors qu'il serait nécessaire que 20 à 25 000 personnes s'installent chaque année pour assurer la relève agricole, seules 10 à 15 000 d'entre elles y parviennent, tant l'accès au foncier relève d'un parcours du combattant et les perspectives économiques du métier sont peu attractives. 200 fermes disparaissent chaque semaine en France. Où et par qui sera produite notre alimentation demain? Campagnes vivantes, sécurité alimentaire... qu'en sera-t-il si nous ne parvenons pas à installer de nombreux paysans et paysannes? Il semble urgent que l'État et l'Union Européenne prennent cette question d'intérêt général à bras le corps.

Nombre de fermes
Répartition des fermes selon l'âge de l'exploitant*

| Tranche d'âge | Nombre de fermes |
|---------------|------------------|
| 0-20 ans | 100 000 |
| 21-30 ans | 150 000 |
| 31-40 ans | 200 000 |
| 41-50 ans | 250 000 |
| 51-60 ans | 300 000 |
| 61-70 ans | 350 000 |
| 71-80 ans | 400 000 |
| 81-90 ans | 450 000 |
| 91-100 ans | 500 000 |

QUEL RÔLE DE LA PAC DANS CETTE AFFAIRE ?

La PAC (Politique Agricole Commune), en alignant les prix agricoles sur les plus bas coûts de production, d'abord européens, puis mondiaux (1992), a conduit au remplacement du travail par des machines et des pesticides, provoquant l'agrandissement des parcelles, arrachage des haies, érosion, inondations. Aujourd'hui, la PAC oriente toujours fortement les pratiques agricoles, au moyen de ses financements ciblés.

Cofinancé par l'Union européenne

ADIEU X, BONJOUR BLUESKY !

« Inutile de poursuivre la bataille des idées au sein d'un ring où les dés sont pipés. »

Face à l'atmosphère toxique qui s'est accentuée ces derniers mois sur X, Les Amis.e.s de la Confédération paysanne et 86 associations et syndicats annoncent dans une tribune publiée dans Le Monde quitter collectivement le réseau social.

Elles s'associent à l'initiative #HelloquitteX, qui incite à un départ massif et simultané de la plateforme le 20 janvier 2025, date de l'investiture de Donald Trump. Retrouvez notre tribune sur le site Le Monde.

Tribune rédigée par et à l'initiative d'Emmaüs France, ouverte aux signatures des associations, syndicats et fédérations de lutte contre l'exclusion, de solidarité, de défense de la dignité humaine et de l'environnement.

Nous, associations et syndicats qui agissons avec et pour les personnes touchées par la précarité, les inégalités et les atteintes aux droits humains, qui militons pour une transition écologique et solidaire, les libertés publiques et la liberté de la presse, avons pris la décision de quitter collectivement le réseau social X, le 20 janvier prochain.

Cette date n'est pas le fruit du hasard. Déjà pointé du doigt à de multiples occasions depuis sa création en 2006, les critiques à l'encontre de X – ex Twitter – sont de plus en plus nombreuses et fortes, particulièrement depuis son rachat par le milliardaire américain Elon Musk. L'absence de modération et le paramétrage des algorithmes y favorisent la prolifération des contenus haineux et la circulation de théories complotistes et climatosceptiques. Par ailleurs, X a été le théâtre de campagnes de cyberharcèlement orchestrées par l'extrême-droite dans de nombreux pays, dont les Etats-Unis et la France. Plus récemment, Elon Musk a utilisé « son » réseau social pour le mettre au profit de la campagne du candidat Trump, avec le résultat qu'on connaît, et les conséquences que nous redoutons, très probablement catastrophiques sur la vie de dizaines de millions de personnes. Sans parler de cette nouvelle digue détruite dans la préservation des valeurs d'humanisme et de respect d'autrui.

En quittant X, nous avons bien conscience de nous priver d'un canal de communication pour valoriser nos actions, nos combats, interpeller, sensibiliser... Mais cet outil, qui

pouvait être appréhendé comme un nouvel espace de liberté d'expression à ses débuts, est devenu un grave danger pour celle-ci et pour le respect de la dignité des personnes. Nos causes solidaires et en faveur de la défense de l'environnement y sont invisibilisées, mais aussi caricaturées, alors même que les défis qui se présentent à nous méritent attention, réflexion, sens de la nuance et débat apaisé. Inutile de poursuivre la bataille des idées au sein d'un ring où les dés sont pipés.

Pour autant, nous ne baisserons pas les bras. Au quotidien, nous agissons en faveur des plus vulnérables, des personnes de tous âges, confessions, orientations sexuelles, nationalités ou parcours de vie. Nous innovons pour développer des projets solidaires et plus respectueux de l'environnement. Nous alertons sur les injustices sociales, les discriminations, l'inaction climatique, les atteintes à la liberté d'expression et le déferlement des fake news. Nous proposons et développons des alternatives, y compris numériques. Ces actions de terrain, ces combats politiques, ces valeurs de solidarité et d'inclusion doivent être portés dans l'espace public pour contribuer à la formation des opinions, façonner les représentations sociales et influencer les décisions des pouvoirs publics.

Il ne s'agit pas uniquement de promouvoir nos initiatives, mais de porter une parole collective en faveur des droits humains et de la justice sociale et environnementale. En effet, les discours ambiants sur la pauvreté, l'exclusion, les personnes exilées et l'écologie sont souvent biaisés. En prenant la parole, les associations peuvent déconstruire des idées reçues, lutter contre les stéréotypes. Là où certains médias traditionnels tendent à privilégier les sujets sensationnels, les associations ont la responsabilité de ramener l'attention sur des causes essentielles mais moins

médiatisées. Face à la montée des populismes et leur discours de rejet, les associations doivent opposer des récits positifs, inclusifs et fondés sur le réel, la vérité, là où X est devenu une immense toile d'intox et de préjugés. Les réseaux sociaux permettent aussi de diffuser des contenus mobilisateurs, inspirants, de créer des campagnes virales et de susciter l'engagement citoyen en faveur de projets écologiques et solidaires.

Nous allons continuer à communiquer, notamment sur les autres réseaux sociaux, certes perfectibles, mais loin de présenter les mêmes travers fonctionnels et idéologiques que X. En complément de ces derniers, d'autres espaces de communication existent, peut-être plus vertueux ? Contrairement aux plateformes traditionnelles où les règles sont imposées de manière centralisée, Bluesky et Mastodon permettent aux utilisateurs et aux communautés de choisir ou de créer leurs propres règles de modération. Là aussi, tout ne sera peut-être pas parfait, mais cela vaut la peine d'essayer.

C'est la raison pour laquelle nous nous associons à l'initiative « Hello quitte X », qui permet à chacune et chacun (organisations de la société civile, médias, politiques, entreprises, influenceurs, citoyennes et citoyens...) de quitter X ou d'y cesser son activité, pour aller vers d'autres plateformes, à l'aide d'outils de migrations qui permettent de conserver tous les threads et followers. Encore une fois, nous ne baisserons pas les bras. Parce qu'une société ne peut évoluer dans le bon sens que si les voix de celles et ceux qui défendent l'humain et la planète sont entendues et écoutées. ■



87 ASSOCIATIONS ET SYNDICATS QUITTENT X
afin de poursuivre la bataille des idées dans la dignité

PORTRAIT DE PAYSANS

INDRE ET LOIRE

Visite de ferme : « Histoire de fruits »
Rencontre des Ami-e-s de la
Confédération paysanne 37
19 octobre 2024

Visite de ferme : « Histoire de fruits »

Luc RIVRY accueille notre Groupe local pour la visite de sa ferme consacrée à la production biologique de pommes, poires et fraises à la Chapelle-aux-Naux.

Il s'installe en 2001 sur les terres de sa famille, réparties sur les alluvions de la Loire à La Chapelle aux Naux, à Bréhémont et sur les Coteaux de Lignièrès (terre argilo-calcaire de type « perruche » propice à la vigne). Cette répartition hétérogène facilite la résilience de la ferme face aux aléas climatiques.

La pomme étant la culture la plus traitée par les pesticides en France - avec la vigne et la pomme de terre, le choix de l'agriculture biologique devient vite une évidence pour Luc.

Quinze variétés de pommes sont cultivées sur 7 ha (rendement 20-30 T/ha vs 50-80 T/ha en conventionnel), les poires sur 2 ha et les fraises sous des tunnels de 3000 m². Un salarié à temps complet participe aux cultures et une vingtaine de saisonniers peut intervenir lors de l'éclaircissage des



pommes et la récolte des fraises. Le jus de pomme est réalisé à la ferme par un prestataire ambulancier. La qualité gustative des fruits est très appréciée par les clients !

La commercialisation diversifiée, qu'elle soit sur place : le « Biocal » (mis aussi à la disposition de neuf autres producteurs), en AMAP, sur les marchés et en Biocoop assure l'autonomie de la ferme ; Luc souhaite maintenant consacrer davantage de temps à son verger plutôt qu'à des livraisons chronophages et pénibles de volumes importants.

La petite taille de la ferme (20 ha en tout) laisse la place dans cette plaine alluviale entre Loire et vieux Cher à d'autres producteurs et Luc se réjouit de son voisin multiplicateur de semences et de plants en biodynamie.

Le Biocal est aussi un lieu convivial,

propice à la vie locale, à la rencontre des énergies et des débats. Luc s'investit beaucoup dans ses actions militantes !

Nous remercions chaleureusement Luc pour nous avoir si bien reçus et avoir partagé avec nous l'expérience de sa démarche, la gestion rigoureuse de son verger, l'importance qu'il accorde à fédérer autour de lui celles et ceux qui veulent une société radicalement plus juste, et plus liée au vivant. ■

Béatrice Rabot,
co-référente pour l'Indre-et-Loire



« Lecture finie ? Glissez-la dans la boîte aux lettres de votre voisin, dans le RER ou dans une salle d'attente ! »

AGENDA

22 janvier [VISIO] : visio d'accueil des nouveaux adhérent-es à 18h30
3 février - 8 mars 2025 [PARTOUT EN FRANCE] : Semaines de l'Agriculture paysanne dans les grandes écoles et universités. **Plus d'infos.**
15 février [VISIO] : Formation "PAC - Comment s'approprier ses enjeux et savoir où agir ?". **Plus d'infos**
19 février [VISIO] : visio d'accueil des nouveaux adhérent-es à 18h30
22 février [BAGNOLET] : Conseil d'administration des Ami.e.s de la Conf'
22 mars [VISIO] : Formation "Qu'est-ce que l'agriculture paysanne ? La PAC la promeut-elle ?". **Plus d'infos**
5 & 6 avril [BAGNOLET] : Assemblée Générale des Ami.e.s de la Conf'
26 avril [VISIO] : Formation "Pour une reconnaissance internationale du droit des paysans". **Plus d'infos**
17 mai [BAGNOLET] : Conseil d'administration des Ami.e.s de la Conf'
24 mai [VISIO] : Formation "L'eau, une ressource à préserver. Focus sur l'hydrologie régénérative". **Plus d'infos**
7 juin [VISIO] : Formation "Agriculture paysanne et bien-être animal : quel rôle de la PAC pour promouvoir le bien-être animal ?". **Plus d'infos**



Les Amis-e-s de
la Confédération paysanne

104, rue Robespierre
93170 Bagnolet
01.43.62.18.70

contact@lesamisdelacnf.org

Facebook : LesAmis de la Conf'

Instagram : lesamisdelacnf/

Bluesky :

lesamisdelacnf.bsky.social

Mastodon : https://piaille.fr/

@LesAmiesdelacnf/

113843849241761858

Linkedin : https://www.linkedin.com/company/106039685/